



## L'ultimatum de Washington sur le traité FNI augmente la menace de guerre nucléaire

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 07 décembre 2018

[WSWS.org](#)

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a adressé un ultimatum brutal à Moscou mardi, jurant que les États-Unis abrogeraient unilatéralement le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), l'un des derniers accords de contrôle des armements de la guerre froide, dans les 60 jours à moins que la Russie ne se conforme à ce que Washington définit comme la conformité avec le Pacte. Cette décision représente une escalade majeure de la menace de guerre nucléaire mondiale.

La période de 60 jours a été en quelque sorte une concession aux puissances européennes et en particulier à l'Allemagne, dont la chancelière Angela Merkel a pressé le président américain Donald Trump lors du récent sommet du G20 à Buenos Aires de ne pas donner suite au projet de mettre immédiatement fin au Traité FNI.

Signé en 1987 par les États-Unis et l'ex-Union soviétique, l'accord interdisait les missiles terrestres nucléaires et non nucléaires d'une portée de 500 à 5.500 kilomètres.

Accepté par Moscou sous la direction de Mikhaïl Gorbatchev, le dernier président soviétique, qui s'était lancé dans un programme de restauration du capitalisme, le traité représentait une concession stratégique aux États-Unis, qui a largement dépassé l'Union soviétique en missiles aéroportés et lancés par mer.

Une note secrète rédigée par John Bolton, conseiller à la sécurité nationale de Trump, et obtenue par le *Washington Post*, chargeait le secrétaire d'État américain de «prendre toutes les dispositions nécessaires» pour se retirer du traité «au plus tard le 4 décembre 2018» et le secrétaire américain à la défense de «développer et déployer des missiles à lancement terrestre le plus tôt possible».

Si Washington a réussi à faire pression sur l'OTAN pour qu'elle soutienne son ultimatum à la Russie, l'Europe est profondément préoccupée par l'abandon de l'accord, qui entraîne le retour des missiles américains à courte et moyenne portée sur le continent et la menace redoublée qu'il devienne un champ de bataille principal dans tout échange nucléaire entre les États-Unis et la Russie. Le déploiement des missiles américains Pershing II en Allemagne dans les années 1980 a déclenché des manifestations de masse contre la menace d'une guerre.

Selon le *Washington Post*, Merkel et d'autres responsables européens ont déclaré à Trump qu'un retrait immédiat du traité «ne leur donnerait pas suffisamment de temps pour expliquer le changement de politique à leur public national».

«Les dirigeants européens craignent que leurs électeurs ne soient favorables à l'argument du Kremlin selon lequel les États-Unis déchirent un accord international après l'autre, après la décision de Trump de quitter l'accord de Paris sur le climat et l'accord nucléaire iranien», a déclaré le *Post*.

En d'autres termes, les dirigeants européens craignent que leurs populations ne voient le mouvement tel qu'il est, une montée en puissance de l'agression impérialiste américaine, et que le sentiment populaire antiguerre ne fusionne avec des tensions de classe déjà croissantes comme celles qui ont éclaté ces dernières semaines dans des affrontements à travers la France.

Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, tabouret fiable des intérêts américains, a néanmoins réagi à cette évolution en déclarant: «Je regrette que nous voyions très probablement la fin du Traité FNI. Nous avons vraiment l'impression que le monde allait de l'avant lorsque l'Union soviétique et les États-Unis ont donné leur accord en 1987».

Le compte à rebours de 60 jours avant la répudiation officielle du traité par les États-Unis est censé donner à la Russie le temps de mettre fin à ses violations présumées du pacte. Rien n'indique toutefois que Moscou puisse faire quoi que ce soit pour satisfaire les exigences de Washington - la Russie insiste sur le fait qu'elle est déjà en conformité. D'ailleurs, il est clair que l'Administration de Trump n'a aucun désir d'en arriver à une entente qui permettrait de maintenir la Traité en place.

En annonçant la décision des États-Unis à une réunion de deux jours des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, le secrétaire d'État Pompeo a clairement indiqué que la dénonciation de l'accord par Washington ne vise pas à punir une prétendue transgression russe, mais plutôt à renforcer l'avantage stratégique américain dans toute guerre future avec la Russie et la Chine.

«Il n'y a aucune raison pour que les États-Unis continuent de céder cet avantage militaire crucial à des puissances révisionnistes comme la Chine», a dit Pompeo.

La Chine, qui n'avait pas signé le traité bilatéral de 1987, a mis au point ses propres missiles terrestres à courte et moyenne portée pour contrer les tentatives américaines d'encercler militairement le pays dans son «Pivot vers l'Asie», y compris par un redéploiement massif des forces armées américaines dans le Pacifique et en Asie orientale.

La Russie a nié à plusieurs reprises que ses systèmes de missiles violent le Traité FNI. Elle a rétorqué que les systèmes de défense antimissile américains Aegis déployés en Roumanie et en Pologne constituent une violation parce qu'ils sont facilement adaptables pour le lancement de missiles de croisière offensifs.

Le président russe Vladimir Poutine s'est moqué mercredi de l'annonce de Pompeo, déclarant qu'il était «un peu tard» pour annoncer les intentions de Washington.

«D'abord, la partie américaine a déclaré qu'elle était déterminée à se retirer du traité sur les missiles à portée intermédiaire et à courte portée, puis elle a commencé à chercher des raisons pour lesquelles elle devrait le faire», a-t-il dit. «Comme d'habitude, ils ne fournissent aucune preuve de ces violations de notre part».

Poutine a ajouté que si les États-Unis cherchaient à développer de telles armes, la réponse de Moscou serait «simple». «Nous le ferons aussi», a-t-il dit.

Il y a un élément de folie dans la course effrénée de Washington vers un tel déploiement, qui augmenterait massivement le danger de conflagration nucléaire avec des armes qui ne prennent que quelques minutes pour atteindre leurs cibles.

La poussée téméraire à la course aux armements nucléaires se déroule dans le contexte de multiples points chauds militaires qui pourraient dégénérer en guerre entre les deux plus grandes puissances nucléaires du monde. Il y a eu notamment la provocation organisée par l'Ukraine dans la mer d'Azov la semaine dernière, qui a amené les forces russes et ukrainiennes à s'affronter directement pour la première fois depuis le coup d'État soutenu par les États-Unis et dirigé par les fascistes à Kiev en 2014. Un exercice provocateur de «liberté de navigation» a suivi mercredi, avec l'envoi d'un destroyer américain armé de missiles guidés dans le Golfe de Pierre-le-Grand, la base de la flotte de la marine russe dans le Pacifique.

La décision sur le traité FNI, comme toute la politique de guerre de Washington au Moyen-Orient, en Asie et en Europe de l'Est, est motivée par la crise du système capitaliste. Caractérisée par la contradiction toujours plus aiguë entre une économie mondiale et un système d'États-nations dépassé, cette crise s'exprime de manière plus intense dans la tentative de l'impérialisme américain, au lendemain de la dissolution stalinienne de l'URSS, de surmonter par la force militaire le long déclin de sa position économique.

Une réponse importante à l'annonce du compte à rebours avant la fin du traité FNI est venue du magazine *National Defense*, une publication commerciale pour le complexe militaro-industriel, qui spéculait sur les profits qui reviendraient aux fabricants d'armes lorsque la production de nouveaux missiles à courte et moyenne portée aurait repris.

Le magazine a souligné que le programme «Pershing II a coûté 692 millions de dollars pour la recherche, le développement, les essais et l'évaluation, et 1,76 milliard de dollars pour acheter 247 missiles, selon le Bureau de la responsabilité gouvernementale (GAO). Un missile de croisière conventionnel lancé au sol, le GLCM, qui a été déployé à l'époque coûtait 383 millions de dollars en recherche, développement, et essais et 2,72 milliards de dollars pour l'achat de 442 missiles».

Compte tenu de l'augmentation des coûts, des dizaines de milliards de dollars de plus doivent être dépensés dans la course à la guerre nucléaire. Même avant l'abrogation du traité, on prévoyait que les dépenses en armes nucléaires des États-Unis atteindraient 1700 milliards de dollars sur 30 ans. Ces sommes considérables doivent être extraites de la classe ouvrière, détournées des ressources sociales nécessaires pour fournir des emplois, des logements, des soins de santé, de l'éducation et d'autres besoins vitaux pour les masses.

Les démocrates de la commission sénatoriale des affaires étrangères, des services armés et du renseignement ont envoyé une lettre à Trump lundi pour lui demander si la manière dont il a saboté le traité a servi à détourner l'attention des transgressions et des comportements malveillants de la Russie, ainsi que de l'absence de consultation avec le Congrès et de ce qu'ils ont qualifié de «solution stratégique».

Mais Trump a annoncé sa décision de mettre fin au traité FNI le 20 octobre, au plus fort des élections de mi-mandat. Aucun candidat démocrate ni la direction du parti n'ont choisi de faire de cette décision, qui menace la survie de l'ensemble de la population des États-Unis et du monde, un enjeu de la campagne. Au contraire, les démocrates ont centré leur opposition à l'Administration Trump sur des allégations de «collusion» avec Moscou lors de

la campagne présidentielle de 2016 et sur le fait que Trump a été trop «mou» avec la Russie.

De même, les grands médias n'ont guère prêté attention à l'abandon de l'un des derniers accords restants à restreindre une course aux armements généralisée et une course effrénée à la guerre nucléaire. Ni le *New York Times* ni le *Washington Post* n'ont publié d'article ou d'éditorial en première page sur le sujet mercredi.

Il n'y a pas de faction antiguerre au sein de l'*establishment* américain, ni d'intérêt de la part des démocrates ou des grands médias pour alerter le peuple américain sur la menace croissante d'une conflagration nucléaire mondiale.

Bill Van Auken

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Bill Van Auken, wsws.org](http://wsws.org), 2018

---

Articles Par : [Bill Van Auken](http://wsws.org)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)